

LA COMMUNE ET «LE RÔLE DU PARTI»...

Depuis soixante-quinze ans, les *Partis révolutionnaires* nous répètent ce refrain: si la Commune de 1871 fut vaincue, c'est par l'absence d'un parti révolutionnaire, d'une élite organisée exerçant d'une main ferme la dictature du prolétariat. Et de nous offrir l'exemple du parti bolchevik russe, vainqueur en octobre 1917 et maître, aujourd'hui encore, du pouvoir dans un sixième du globe.

Cet exemple est, d'ailleurs, le seul dont disposent les révolutionnaires du parti; car ils n'osent quand même pas nous proposer l'exemple de Mussolini, de Hitler ou de Franco, - et partout, sauf en Russie, les tentatives de dictature réalisées par des partis, - prétendus «*prolétariens*», - ont lamentablement échoué au point de vue révolutionnaire.

Et en Russie même? Est-ce bien le parti bolchevik qui renversa le tzarisme, instaura le système des Soviets, jeta les bases du socialisme? Nullement! Ce fut le travail des masses ouvrières, paysannes et militaires, - plus particulièrement des marins, - éléments qui n'appartenaient généralement à aucun parti.

L'état même du pays, son immensité, interdisait l'application d'un centralisme quelconque dans les mesures à prendre jour après jour.

La lutte contre les résidus du pouvoir bourgeois, contre Kerensky et son allié Korniloff, ce furent les Soviets locaux qui la menèrent, à l'exemple des usines de Petersbourg et de l'escadre de Kronstadt, durant les fameuses journées de l'été 1917. Et il n'était nullement besoin de coup d'État bolcheviste pour que se réalisât le dépérissement progressif de toutes les autorités d'exploitation et d'oppression d'un bout à l'autre de l'immense Russie, au fur et à mesure que progressait socialement l'initiative des travailleurs.

Car c'est un fait: jamais les travailleurs n'ont eu besoin de procéder à un putsch ou à une semaine sanglante pour donner l'essor à leur révolution: pas plus en Russie qu'en Espagne, ou du temps de la Commune de Paris. Forts de leur droit, ils agissent en dehors de la légalité bourgeoise, sans avoir besoin d'en proclamer la déchéance et d'en créer une autre. Ils mettent la Révolution dans les faits, non dans les paroles ou sur les étiquettes. Les journées de bataille, de massacre, de persécutions, se placent toujours à la mort sanglante des communautés de travailleurs, - non pas à leur origine.

Tout cela doit sérieusement nous faire douter que le «*Rouge octobre*» ait été autre chose qu'une étape décisive dans la confiscation de la révolution des masses par un Parti; qu'un effort de sauvetage in extremis de l'État russe moribond par une équipe de dictateurs, - très révolutionnaires en paroles, mais très fascistes en actes. Bref et pour parler net, Lénine fut peut-être un Gallifet mille fois plus adroit que celui de Versailles: un Gallifet qui se mit à la tête de la Commune russe pour mieux l'étrangler.

Peu importe les intentions; voyons les faits!

En 1921, après l'écrasement des makhnovistes et des kronstadiens, il ne restait plus trace en Russie du véritable système des Soviets. Tous les partis qui avaient fait cause commune avec Lénine en octobre, se trouvaient désormais paisiblement en exil, dans les cimetières et en prison; les oppositions démocratiques au sein du parti unique étaient elles-mêmes liquidées, et sur le terrain international, la lutte à mort était engagée contre les anarchistes, anarcho-syndicalistes, unionistes, spartakistes, communistes-ouvriers, etc..., etc...; - en un mot, contre toutes les tendances qui fondaient leur activité sur les Soviets, les syndicats, la spontanéité des masses travailleuses, plutôt que sur les surfaces des dirigeants, sur la discipline totalitaire, et sur le despotisme des partis.

Ainsi la Commune russe n'a pas été mise au monde par le bolchevisme: mais incontestablement, il l'a tuée.

Quant à la Commune de Paris on peut se demander s'il est bien exact qu'elle ait été infériorisée par l'absence d'un parti, ou même d'un «*chef génial capable de la mener à la victoire*».

Si une époque manqua de grands génies révolutionnaires, ce ne fut certes par celle de 1^{ère} Internationale. Et chacun de ses géants de la pensée et de l'action: Marx, Engels, Lassale, W. Liebknecht, Bébel, De Paepe, Mazzini, Garibaldi, Cafiero, Bakounine, Lavroff, Fanelli, Pellicer, etc..., etc..., disposait des relations et des moyens nécessaires pour jouer un rôle important dans les événements. Les grands socialistes allemands auraient pu s'évertuer à établir une fraternisation entre les travailleurs allemands en uniformes et les soldats de la Commune. Les internationaux d'autres pays auraient pu prendre en main l'organisation de renforts, et d'actions de solidarité. L'état major marxiste solidement installé dans sa citadelle londonienne, était à même de coordonner et de centraliser cet ensemble, soit à distance respectueuse des obusiers versaillais, soit de plus près, s'il l'eût voulu.

Le fait est que rien de tout cela ne se fit; et pour bien des raisons.

D'abord, la Commune ne fut pas du tout accueillie avec faveur par les marxistes de la 1^{ère} Internationale. Leur chef, dans sa correspondance, s'exprima avec colère à l'égard de «ces imbéciles de Parisiens»; et il dépense beaucoup plus d'encre pour les morigéner ou leur «*laver la tête*» que pour leur procurer des secours ou une sympathie quelconque.

Son seul geste d'adhésion à la Commune, fut une oraison funèbre, éloquente d'ailleurs, - la brochure sur «*La Guerre civile en France*». Cet écrit prophétique, mais venant après l'événement, s'efforçait d'annexer tant bien que mal, - au marxisme, à la dictature du prolétariat et plus généralement au socialisme allemand, - les martyrs d'une insurrection communaliste et fédéraliste, - c'est-à-dire essentiellement proudhonienne dans son principe et bakouninienne par l'exemple suivi.

Aujourd'hui, nos marxistes sont mal venus à prétendre donner, après coup, de «*bons conseils*» aux Communards. C'est pendant le combat que les conseils, et plus encore les secours en hommes et en matériel, eussent été de mise; et si Marx, demi-dieu du socialisme scientifique, et chef d'une association internationale qui comptait un bon million d'adhérents sur le continent européen, ne fut pas capable en mars-avril 1871 de se faire une opinion sur la situation ou sur les tâches qui en découlaient, - on se demande à quel titre ses disciples pourraient bien reprocher aux Communards eux-mêmes leur manque de clairvoyance et d'esprit offensif.

En réalité, les Fédérés parisiens n'avaient nulle envie d'être dirigés et gouvernés par une poigne de fer, jacobine, blanquiste ou marxiste. Ils entendaient même être aussi peu gouvernés que possible, par des délégués peu nombreux, perpétuellement amovibles et payés au tarif de l'ouvrier moyen. Ils n'avaient pas davantage envie de gouverner la France: leur manifeste aux Communes de province engage celles-ci à se considérer comme souveraines. Il dépouille volontairement Paris du rôle de capitale administrative, pour en faire simplement le pionnier, le héros ou le martyr de la liberté commune. Il n'a pas non plus un caractère national: il appelle à la fraternité tous les peuples de l'univers.

Par ses trois aspects anti-autoritaire, fédéraliste et a-national, le mouvement des travailleurs parisiens portait atteinte au principe de l'État. C'est là son plus grand mérite à nos yeux (car il ne fit pas ou peu de socialisme, moins encore de communisme). Et il fut aussi, aux yeux de l'adversaire, le crime inexpiable pour lequel il n'y eut pas de pardon.
